



ARRETE DU MAIRE

Prorogation arrêté municipal n°2024/171
Echafaudage – 299 rue Voltaire

Le Maire de LANNEMEZAN,

Vu la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2213-1 et suivants,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu le Code de la Route, et notamment l'article L.411-1,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - 8° partie "signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu l'arrêté municipal n°2024/171 du 3 octobre 2024 portant permis de stationnement au profit de l'entreprise GTAS,

Vu la demande présentée par l'entreprise GTAS, demeurant 3 rue Cazaou Marti à 65 100 ADÉ, tendant à l'obtention d'une prolongation de l'autorisation d'occuper et de surplomber le Domaine Public Routier afin d'effectuer des travaux de réfection de façade, terrasse et balcon sur l'immeuble cadastré section AH n°127 sis 299 rue Voltaire, pour le compte de monsieur Mário José RIBEIRO COSTA CORREIA,

Considérant qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sureté, la sécurité et la salubrité publique sur l'ensemble du territoire de la commune,

Considérant que des contraintes de chantiers et des intempéries n'ont pas permis de terminer les travaux dans le délai initialement prévu,

ARRETE

ARTICLE 1 – Prorogation :

L'arrêté municipal n°2024/171 du 3 octobre 2024 est prorogé dans les mêmes conditions jusqu'au dimanche 27 octobre 2024.

ARTICLE 2 – Signalisation :

La fourniture, pose et maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle, seront assurées par l'entreprise GTAS.

Les signaux de réglementation temporaire pourront être déposés et la circulation rétablie normalement dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant la date fixée à l'article 1.

ARTICLE 3 – Droit des riverains :

L'accès des propriétés riveraines et l'écoulement des eaux devront être constamment assurés.

ARTICLE 4 – Infractions :

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – Diffusion et exécution :

Ampliation du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et affiché selon les règles en vigueur sera adressée pour exécution à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Lannemezan,
- Monsieur le Commandant de la Brigade Motorisée de Lannemezan,
- Monsieur le Commandant du Groupement Régional de la C.R.S. n°29,
- Les agents de la Police Municipale de Lannemezan,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques de la Ville de Lannemezan,
- l'entreprise GTAS,

et pour information à :

- Monsieur le Chef du Centre d'Incendie et de Secours de Lannemezan.

Fait à Lannemezan, le 18 octobre 2024

Certifie le caractère exécutoire du présent arrêté :



**Le Maire,
Par délégation, l'Adjoint au Maire,**

Jean-Claude SUBIAS